



Copie

Délivrée à: me. BLOCK Guy

art. 792 C.J.

Exempt du droit de greffe - art. 280,2° C.Enr.

0000444

S

expédition

numéro de répertoire

2018/ 775

date de la prononciation

25 janvier 2018

numéro de rôle

2014/AR/2225

délivrée à

le  
€  
BUR

délivrée à

le  
€  
BUR

délivrée à

le  
€  
BUR



ne pas présenter à  
l'inspecteur

Arrêt déf.

**Cour d'appel  
Bruxelles**

**Arrêt**

**18<sup>ème</sup> chambre F**

présenté le

ne pas enregistrer

1. TOUCHE PAS A MES CERTIFICATS VERTS A.S.B.L., dont le siège social est établi à 5380 FERNELMONT, rue Delbrouck 10,

2. Monsieur X, domicilié à 1050 BRUXELLES, appartement C.

3. Monsieur Y domicilié à 1050 BRUXELLES, appartement D.  
parties requérantes,

représentées par Maître A, loco Maître B avocat à 4020 LIEGE, |  
appartement E.

contre

1. LA COMMISSION DE REGULATION POUR L'ENERGIE EN REGION DE BRUXELLES-CAPITAL (BRUGEL), dont les bureaux sont établis à 1000 BRUXELLES, avenue des Arts 46,  
Partie adverse,

représentée par Maître C et Maître D, avocats à 1170 BRUXELLES,  
appartement E.

Vu les pièces de la procédure, et notamment :

- la requête introductive d'instance déposée par l'asbl Touche Pas à mes Certificats Verts (« TPCV »), Monsieur X et Monsieur Y, le 1<sup>er</sup> octobre 2014, « en application de la section II quater de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale et des articles 29 bis et suivants de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité », visant l'annulation de la décision de la Commission de Régulation pour l'Energie en Région de Bruxelles-Capitale (« Brugel ») du 1<sup>er</sup> septembre 2014 concernant la méthodologie tarifaire ;
- les conclusions de synthèse déposées le 15 septembre 2017 pour les requérants ;
- les conclusions de synthèse déposées le 16 octobre 2017 pour Brugel ;

- le dossier administratif déposé par Brugel et les dossiers déposés par les parties.

Entendu les conseils des parties à l'audience publique du 16 novembre 2017.

**I. LE CONTEXTE FACTUEL ET LEGAL ET LA DECISION ENTREPRISE**

1.

Le recours vise la décision de Brugel du 1<sup>er</sup> septembre 2014 (« BRUGEL – Décision – 20140901-16 ») relative à la méthodologie tarifaire électricité « *établi en application de l'art. 9 quater introduit par l'ordonnance du 8 mai 2014 modifiant l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale et l'ordonnance du 1<sup>er</sup> avril 2004 relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale, concernant des redevances de voiries en matière de gaz et d'électricité et portant modification de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale* » (ci-après la « Décision »).

La Décision concerne la méthodologie tarifaire électricité adoptée par Brugel le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

Brugel indique dans l'introduction à la Décision :

*« Dans le cadre de la sixième réforme de l'Etat, la compétence relative au contrôle des tarifs de la distribution de l'électricité et du gaz a été transférée de l'Etat fédéral vers les Régions. L'Ordonnance bruxelloise du 8 mai 2014 confie à BRUGEL cette compétence à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2014.*

*Conformément à l'article 9quater de l'Ordonnance « électricité », la méthodologie tarifaire établie par le régulateur permet au gestionnaire de réseau de distribution d'établir sa proposition tarifaire qui servira de base pour l'approbation des tarifs par BRUGEL.*

*La méthodologie a été rédigée en respectant les lignes directrices fixées par l'Ordonnance. La méthodologie tarifaire a été établie par BRUGEL suivant une procédure déterminée de commun accord avec le gestionnaire du réseau de distribution sur la base d'un accord explicite, transparent et non discriminatoire. Le gestionnaire de réseau a été concerté officiellement à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2014.*

*BRUGEL a sollicité l'avis du Conseil en date du 17 juillet 2014 sur la méthodologie tarifaire résultant de cette concertation. L'ensemble des commentaires et remarques ont été transmis à BRUGEL le 11 août 2015. »*

2.

Les requérants critiquent les dispositions suivantes de la Décision qui, selon eux, sont susceptibles d'affecter la situation des « petits » producteurs – consommateurs d'électricité, à savoir ceux qui disposent d'une installation de production de moins de 5 kW (aussi appelés, dans le jargon technique et dans cet arrêt, les « prosumers ») :

- **« 4.3.6 Utilisateurs disposant d'une installation de production décentralisée :**

Lorsqu'ils font intervenir l'énergie active prélevée, les tarifs visés au point 4.3 sont fonction de l'énergie active brute prélevée de façon à inclure l'ensemble des kWh effectivement prélevés par les utilisateurs de réseau. Toutefois, pour les utilisateurs bénéficiant du principe de compensation en vertu de la réglementation applicable, la prise en compte de l'énergie active nette prélevée continuera provisoirement à s'appliquer jusqu'à la mise en service de la nouvelle chambre de compensation (clearinghouse) mettant en oeuvre le nouveau MIG 6 (dans les 3 mois de l'entrée en vigueur) ou au plus tard le 1er janvier 2018. »

- **« 2.53. (...) énergie active brute prélevée :**

énergie active réellement prélevée par un utilisateur du réseau de distribution. Dans le cas d'un URD disposant d'une installation de production décentralisée de moins de 5 kW et bénéficiant de la compensation, il s'agit de la quantité d'électricité réellement prélevée sur le réseau sans en déduire la quantité d'électricité injectée sur le réseau. »

Avant ces nouvelles règles, ces « prosumers » ne contribuaient aux frais du réseau de distribution qu'en fonction de la différence entre l'énergie produite et l'énergie prélevée sur le réseau (donc sur l'énergie nette prélevée, après compensation). La Décision crée le nouveau concept d'« énergie active brute prélevée », qui implique que la tarification est fondée sur l'ensemble de l'énergie prélevée, sans compensation avec l'énergie produite, sauf, selon Brugel, si la production et la consommation d'électricité sont simultanées car, à ce moment-là, le « prosumer » ne prélève pas d'énergie sur le réseau.

3.

La Décision a été adoptée en vertu du cadre légal suivant, réglissant l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale.

La loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la sixième réforme de l'Etat<sup>1</sup> a transféré aux Régions certaines compétences en matière énergétique. L'article 6, §1<sup>er</sup>, VII de la loi spéciale de

---

<sup>1</sup> M.B., 31 janvier 2014.

réformes institutionnelles du 8 août 1980 a été modifié et dispose à présent que les Régions sont compétentes :

« VII. En ce qui concerne la politique de l'énergie :

Les aspects régionaux de l'énergie, et en tout cas :

- a) La distribution et le transport local d'électricité au moyen de réseaux dont la tension nominale est inférieure ou égale à 70 000 volts; y compris les tarifs des réseaux de distribution d'électricité, à l'exception des tarifs des réseaux ayant une fonction de transport et qui sont opérés par le même gestionnaire que le réseau de transport ;

[...]

Toutefois, l'autorité fédérale est compétente pour les matières dont l'indivisibilité technique et économique requiert une mise en œuvre homogène sur le plan national :

[...]

- d) Les tarifs, en ce compris la politique des prix, sans préjudice de la compétence régionale en matière de tarifs visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, a) et b). » (mises en évidence ajoutée).

4.

L'article 9<sup>quater</sup><sup>2</sup> de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale (ci-après « l'ordonnance électricité ») dispose que :

« § 1<sup>er</sup>. Le raccordement et l'accès au réseau de distribution pour le prélèvement et l'injection d'énergie, en ce compris les services de comptage et le cas échéant, les services auxiliaires, font l'objet de tarifs régulés.

Après concertation structurée, documentée et transparente avec le gestionnaire du réseau de distribution, Brugel établit la méthodologie tarifaire que doit utiliser ce gestionnaire pour l'établissement de sa proposition tarifaire

§2. La méthodologie tarifaire précise notamment :

- 1° la définition des catégories de coûts qui sont couverts par les tarifs;
- 2° les règles d'évolution au cours du temps des catégories de coûts visés en 1°, y compris la méthode de détermination des paramètres figurant dans les formules d'évolution;
- 3° les règles d'allocation des coûts aux catégories d'utilisateurs du réseau;
- 4° la structure tarifaire générale et les composants tarifaires » (mise en évidence ajoutée).

C'est en vertu de cette disposition que Brugel a adopté la Décision prévoyant la méthodologie tarifaire critiquée.

<sup>2</sup> Article inséré par l'article 8 de l'ordonnance du 8 mai 2014 (M.B., 11 juin 2014).

5.

Par ailleurs, l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 relatif à la promotion de l'électricité verte<sup>3</sup>, adopté après la Décision, précise en son article 34 :

*« Le client final chez qui une installation de production d'électricité verte d'une puissance électrique inférieure ou égale à 5 kW est installée, pour autant qu'un compteur bi-directionnel soit placé, bénéficie de la compensation entre les quantités d'électricité prélevées sur le réseau de distribution et les quantités injectées sur ce réseau au point de fourniture.*

*En ce qui concerne la partie relative au tarif de réseau de distribution de l'électricité, les mesures de comptage et de facturation se réfèrent à la méthodologie tarifaire fixée par BRUGEL.*

*La compensation se calcule, par registre de compteur, entre deux relevés d'index. Elle s'applique à la quantité d'électricité injectée au maximum à hauteur de la quantité prélevée sur ce réseau. » (mise en évidence ajoutée).*

## II. L'OBJET DU RECOURS

6.

Les requérants demandent à la cour :

- « De constater l'urgence ;
- D'écarter, sur base de l'article 159 de la Constitution, l'arrêté du 17 décembre 2015 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la promotion de l'électricité verte ;
- De poser à la Cour de Justice de l'Union européenne, la question préjudicielle suivante :

*« L'application des tarifs d'utilisation du réseau de distribution et de transport d'électricité prévus dans la décision de BRUGEL du 1<sup>er</sup> septembre 2014 (méthodologie tarifaire transitoire), aux particuliers bruxellois qui ont installé des panneaux photovoltaïques pour une puissance nominale inférieure ou égale à 5kW et notamment ceux qui ont procédé à l'installation de ces panneaux avant l'entrée en vigueur de cette méthodologie tarifaire, est-elle contraire au droit de l'Union, et notamment à la Directive 2009/28/CE et aux principes de confiance légitime et de sécurité juridique, notamment en ce qu'elle ne repose pas sur une méthode permettant de déterminer le coût réel de leur utilisation du réseau, qu'elle ne tient pas compte de l'avantage que représente la production d'énergie verte réalisée grâce à ces particuliers, qu'elle est empreinte d'une fausse rétroactivité pour les personnes ayant installé avant son entrée en vigueur, et qu'elle s'avère*

<sup>3</sup> Art. 34 ; M.B., 8 janvier 2016, p. 475.

*discriminante en défaveur des petites producteurs et en comparaison aux gros producteurs d'électricité, dont ceux qui ne produisent pas à base d'énergie renouvelable. »*

- *De constater l'illégalité de la méthodologie tarifaire attaquée pour les motifs exposés dans la présente requête ;*
- *De prononcer en conséquence la nullité de cette décision portant la méthodologie tarifaire ;*
- *De constater qu'aucune proposition tarifaire ne peut être adoptée en application de cette méthodologie ;*
- *Et de condamner en conséquence BRUGEL aux dépens de la présente procédure, en ce compris l'indemnité de procédure liquidée à la somme de 1.320 euros. »*

A l'appui de leur demande, ils invoquent les moyens d'annulation suivants :

- 1°- la violation des règles de répartition de compétence ;
- 2°- la violation des exigences de motivation ;
- 3°- la violation de l'arrêté du 6 mai 2004 du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la promotion de l'électricité verte et de la cogénération de qualité ;
- 4°- la violation des principes d'égalité et de non-discrimination ;
- 5°- la violation « *des exigences européennes de réalité des coûts, absence de fondement adéquat et justifié de la mesure, disproportion manifeste, violation des principes de bonne administration et notamment des principes selon laquelle l'autorité doit agir avec prudence et en parfaite connaissance de cause – violation de la Directive 2009/28/CE* » ;
- 6°- la violation des principes de sécurité juridique et de confiance légitime et la violation de la hiérarchie des normes ;
- 7°- « *Nouveau moyen induit par l'adoption de l'arrêté du 17 décembre 2015 par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, après l'introduction du présent recours : violation de la répartition des compétences entre le régulateur et les pouvoirs législatifs et exécutifs bruxellois, violation de l'article 35.4 de la Directive 2009/72/CE, délégation excessive* »

7.

Brugel conclut que les moyens soulevés manquent en fait et en droit et que le dernier est de surcroît irrecevable (cfr. *infra*).

Elle demande à titre principal de voir déclarer la demande non fondée et de condamner les requérants aux entiers dépens, y compris l'indemnité de procédure de 1.440 €.

A titre subsidiaire, elle demande de ne dire la demande fondée qu'en ce qui concerne les seuls points 4.3.6. et 2, 53° de la Décision, et de condamner les requérants aux dépens.

### III. RECEVABILITE

8.

Le recours des requérants est fondé sur les articles 9septies de l'ordonnance électricité (ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale) et 29bis et suivants de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité (ci-après, « loi du 29 avril 1999 »).

Le recours a été formé par requête déposée au greffe le 1<sup>er</sup> octobre 2014, endéans le délai légal de 30 jours à partir de la publication de la Décision (effectuée au plus tôt le 1<sup>er</sup> septembre 2014 sur le site web de Brugel), comme prévu à l'article 29 quater § 2 de la loi du 29 avril 1999.

9.

Brugel conteste la recevabilité de la requête, arguant que les requérants n'ont pas l'intérêt requis pour agir.

10.

L'ordonnance électricité du 19 juillet 2001 dispose en son article 9septies que :

« § 1<sup>er</sup>

*Les décisions prises par Brugel sur la base de la section II quater peuvent faire l'objet d'un recours par toute personne justifiant d'un intérêt devant la Cour d'Appel de Bruxelles siégeant comme en référé.*

§ 2

*La procédure organisée par les articles 29bis, § 2, et 29quater de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité est applicable en Région de Bruxelles-Capitale pour les recours visés au paragraphe 1<sup>er</sup>. » (mise en évidence ajoutée).*

11.

La loi du 29 avril 1999 dispose en son article 29 quater<sup>4</sup> que :

« § 1<sup>er</sup>

---

<sup>4</sup> Dans sa version applicable au présent litige, donc version en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre 2014, après modification suite à la sixième réforme de l'Etat.



*Le recours visé à l'article 29bis n'a pas d'effet suspensif, sauf lorsqu'il est dirigé contre une décision de la commission imposant une amende administrative. Toutefois, la cour d'appel de Bruxelles, saisie d'un recours, peut, avant dire droit, ordonner la suspension de l'exécution de la décision faisant l'objet du recours, lorsque le demandeur invoque des moyens sérieux susceptibles de justifier l'annulation ou la réformation de la décision et que l'exécution immédiate de celle-ci risque de lui causer un préjudice grave difficilement réparable. De même, toute personne ayant un intérêt peut saisir la cour d'appel de Bruxelles et demander la suspension de l'exécution de toutes décisions de la commission prises en application des articles 12 à 12quinquies par lesquelles la commission violerait la loi. La Cour statue toute affaire cessante sur la demande de suspension. Aucune action en suspension ne peut être introduite sans l'introduction d'une action au fond.*

## **§ 2**

*Le recours est formé, sous peine d'irrecevabilité, qui est prononcée d'office, par requête signée et déposée au greffe de la cour d'appel de Bruxelles dans un délai de trente jours à partir de la notification de la décision ou, pour les personnes intéressées à qui la décision n'a pas été notifiée, dans un délai de trente jours à partir de la publication de la décision ou, à défaut de publication, dans un délai de trente jours à partir de la prise de connaissance de celle-ci. La requête est déposée au greffe en autant d'exemplaires que de parties à la cause.*

## **§ 3**

*Dans les trois jours ouvrables qui suivent le dépôt de la requête, la requête est notifiée par pli judiciaire par le greffe de la cour d'appel à toutes les parties appelées à la cause par le demandeur. Le greffe de la cour d'appel demande au comité de direction de la commission de déposer le dossier administratif relatif à l'acte attaqué au greffe, avec la requête. Le dépôt du dossier administratif se fait au plus tard le jour de l'audience d'introduction, sans toutefois que le délai entre la réception de la requête par la commission et l'audience d'introduction puisse être inférieur à dix jours. En cas d'extrême urgence, la cour d'appel peut raccourcir le délai d'introduction du dossier administratif, sans toutefois que ce délai ne puisse être inférieur à cinq jours après la réception de la requête. Le dossier administratif peut être consulté par les parties auprès du greffe de la cour d'appel dès son dépôt et jusqu'à la clôture des débats.*

## **§ 4**

*A tout moment, la cour d'appel de Bruxelles peut d'office appeler à la cause toutes autres personnes dont la situation risque d'être affectée par la décision faisant l'objet du recours, à intervenir dans l'instance.*

## **§ 5**

*La Quatrième Partie, Livre II, Titre III, Chapitre VIII du Code judiciaire est applicable à la procédure devant la cour d'appel de Bruxelles.*

§ 6

*La cour d'appel de Bruxelles fixe les délais dans lesquels les parties se communiquent leurs observations écrites et en déposent copie au greffe. La cour fixe également la date des débats. La cour d'appel de Bruxelles statue dans un délai de soixante jours à compter du dépôt de la requête, visée au § 2 ».*

- *Intérêt à agir des requérants personnes physiques*

12.

Il n'est pas contesté que les requérants personnes physiques sont propriétaires de panneaux photovoltaïques (petites installations de production de moins de 5kW).

Ils ont partant l'intérêt à agir requis pour exercer le recours contre la Décision dont il n'est pas contesté qu'elle risque d'affecter leur situation, dans la mesure où la nouvelle méthodologie prévoit que les tarifs liés aux frais de réseau sont en fonction des quantités brutes d'énergie prélevée, alors qu'auparavant ces tarifs étaient appliqués sur une base nette.

La circonstance, invoquée par Brugel, que les requérants auraient totalement remboursé leur installation de panneaux photovoltaïque et qu'ils auraient déjà tiré de leur installation des recettes supérieures au prix de l'investissement consenti, n'est pas de nature à affecter leur intérêt à agir.

Brugel ne peut pas non plus soutenir qu'ils n'auraient pas un intérêt né et actuel à agir du fait que la Décision ne leur porterait pas préjudice avant « la mise en service de la nouvelle chambre de compensation (clearinghouse) mettant en œuvre le nouveau MIG 6 et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2018 ». En effet, les requérants devaient agir dans un délai de 30 jours après la Décision.

- *Intérêt à agir de la requérante personne morale (TPCV)*

13.

TPCV argue qu'elle est une asbl qui a pour but la défense des propriétaires de petites installations de panneaux photovoltaïques (ses statuts ne sont pas produits).

Brugel ne conteste pas le but pour lequel TPCV a été constitué, mais considère que cela n'induit pas dans son chef un intérêt personnel au sens des articles 17 et 18 du Code judiciaire, selon la jurisprudence de la Cour de cassation.

14.

La présente requête ne repose pas sur la violation d'un droit subjectif, mais concerne la contestation de la validité d'une décision administrative à portée collective, soit le contentieux objectif, dans lequel l'intérêt du requérant est apprécié différemment.

Si chaque requérant doit disposer d'un intérêt à agir, ce n'est pas en vertu de l'article 17 du Code judiciaire<sup>5</sup>, mais en raison de la règle spécifique prévue à l'article 9 septies de l'ordonnance électricité (cfr supra), exigence qui doit s'interpréter en fonction de la nature du contentieux.

Dans le contentieux objectif devant le Conseil d'Etat, celui-ci décide, faisant application de l'article 19 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, en vertu duquel un recours en annulation peut être introduit par toute partie « justifiant d'une lésion ou d'un intérêt », s'agissant de l'intérêt d'une personne morale privée :

*“Les recours en annulation formés par des personnes morales de droit privé, spécialement des associations, sont recevables lorsque ces personnes se prévalent, pour agir, d'une atteinte portée par l'acte attaqué aux intérêts collectifs spécifiques, distincts de l'intérêt général, qu'elles poursuivent de manière durable en raison de leur objet social. La lésion de l'intérêt collectif peut être alléguée lorsque le préjudice dépasse le cercle des intérêts individuels de l'un ou l'autre membre de l'association, sans qu'il soit requis que ce préjudice se vérifie dans le chef de tous les membres indistinctement.”* (CE, arrêt n° 226.141, 21 janvier 2014).

La Cour constitutionnelle admet aussi que l'intérêt exigé pour la recevabilité d'un recours en annulation par l'article 2, 2° de la loi spéciale du 6 janvier 1989, conformément à l'article 142, al. 3 de la Constitution, n'empêche pas une association ou un groupement d'agir pour la

<sup>5</sup> La jurisprudence traditionnelle de la Cour de cassation concernant le droit d'agir des groupements dans le cadre de l'article 17 du Code judiciaire n'est dès lors pas applicable, outre qu'en tout état de cause la Cour a récemment fait évoluer cette jurisprudence, en tout cas dans le domaine de l'environnement, sous l'influence de la Convention de Aarhus du 25 juin 1998 (Cass. 11 juin 2013, Arr. Cass. 2013, afl. 6-7-8, 1496, Amén. 2014, liv. 2, 94, note F. Tulkens). Il faut aussi tenir compte des arrêts de la Cour constitutionnelle qui constatent une rupture du principe d'égalité lorsque certaines personnes morales ne peuvent pas introduire devant le juge judiciaire une action en défense de l'intérêt général en rapport avec la protection des libertés fondamentales, tandis que d'autres le peuvent, en vertu de législations spécifiques (Cour const. arrêt 2013/133, 10 octobre 2013, RW 2013-14, afl. 28, 1095, noot J. Theunis.- Cour const. arrêt 31/2017, 23 février 2017, NjW 2017, afl. 364, 445, noot T. De Jaeger). Tout récemment encore, concernant l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, elle a jugé qu'interprété en ce sens que l'Ordre ne peut exercer une action devant les juridictions judiciaires ayant pour objet la défense de l'intérêt collectif des justiciables quand il invoque notamment une violation des libertés fondamentales reconnues par la Constitution et les traités internationaux liant la Belgique, l'article 495 du Code judiciaire viole les articles 10 et 11 de la Constitution, tandis qu'il ne viole pas ces dispositions s'il est interprété comme permettant à l'Ordre d'agir (Cour const., arrêt n° 87/2017, du 6 juillet 2017, JLMB, 2017, p. 1903, avec note P. Henry).

défense d'un but statutaire ou pour la défense des intérêts de ses membres; elle exige que leur objet social soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général, que l'intérêt collectif ne soit pas limité aux intérêts individuels de leurs membres, que la norme attaquée soit susceptible d'affecter l'objet social et qu'il n'apparaisse pas que cet objet social n'est pas ou n'est plus réellement poursuivi (Cour const., arrêt n° 133/2013, 10 octobre 2013).

L'intérêt au sens de l'article 9 *septies* précité doit être interprété de la même manière que celle indiquée par le Conseil d'Etat et la Cour constitutionnelle pour le contentieux objectif qui leur est dévolu.

15.

Il n'est pas contesté que TPCV agit pour la défense des intérêts des propriétaires de petites installations de panneaux photovoltaïques, intérêt qui ne se confond pas avec l'intérêt général et qui n'est pas limité non plus aux intérêts individuels de ses membres.

Il n'est d'autre part ni soutenu ni établi que ce but statutaire ne serait pas réellement poursuivi.

Or, la Décision de Brugel est susceptible de léser les intérêts des propriétaires de petites installations de panneaux photovoltaïques, pour la défense desquels TPCV a été constituée.

TPCV a dès lors l'intérêt requis pour poursuivre la présente action (cfr récemment dans le même sens, l'arrêt prononcé par la 19<sup>ème</sup> chambre de la cour, section cour des marchés, le 22 novembre 2017, RG 2016/AR/1602, Zonstraal et autres c. VREG.- Liège, 30 juin 2015, RG 2014/RG/1419, TPVC et autres c. CWAP).

#### IV. DISCUSSION

##### IV.1. Premier moyen : violation alléguée des règles de répartition des compétences

###### A. Position des parties

16.

Les requérants invoquent que, par application de la répartition des compétences adoptée par la sixième réforme de l'Etat, la compétence régionale ne concerne que les tarifs des réseaux de distribution d'électricité, et pas les tarifs des réseaux de transport.

Or, selon eux, la Décision comporte des dispositions relatives aux tarifs du réseau de transport, notamment en ses points 4.1. et 4.3.6., en ce que, en vertu du point 4.3.6., l'ensemble des tarifs visés au point 4.3 – en ce compris dès lors le tarif pour l'utilisation du réseau de transport visé au point 4.3.4. – sont fonction de l'énergie active brute prélevée de façon à inclure l'ensemble des kW effectivement prélevés par les utilisateurs de réseau.

Ce faisant, Brugel a manifestement exercé une compétence qui ne lui appartient pas, ce qui justifie, selon les requérants, l'annulation de la Décision.

17.

Brugel affirme que la méthodologie prévue dans la Décision n'empiète pas sur la compétence de fixation des tarifs liés à la gestion du réseau de transport ; elle indique que son intervention s'explique uniquement par le mécanisme de la « cascade tarifaire ».

#### B. Appréciation par la cour

18.

Le principe de la cascade tarifaire, non contestée en son principe et d'application préalablement à la Décision, implique que le tarif pour l'utilisation du réseau de transport – qui est de la compétence fédérale (tarif fixé par ELIA et approuvé par la CREG) – est répercuté vers l'utilisateur final par le gestionnaire du réseau de distribution.

En prévoyant que le tarif lié à l'utilisation du réseau de transport, sera - tout comme l'ensemble des tarifs périodiques visés au point 4.1. de la Décision - fonction de l'énergie active brute prélevée, la Décision n'établit pas ni ne modifie le tarif lié à l'utilisation du réseau de transport. Elle ne fait que prévoir, conformément au mécanisme de la cascade tarifaire, la manière dont le tarif de transport sera répercuté sur les utilisateurs (cfr, dans le même sens concernant la décision de la CWaPE, l'arrêt précité de la cour d'appel de Liège du 30 juin 2015).

Au contraire, le fait de maintenir le principe de la compensation pour l'application du tarif lié à l'utilisation du réseau de transport, avec pour conséquence que les « prosumers » n'auraient pas ou très peu contribué aux frais d'utilisation du réseau de transport, aurait constitué un empiètement sur une compétence fédérale (cfr, en ce sens, l'avis de la section législation du Conseil d'Etat sur le projet d'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la promotion de l'électricité verte et de la cogénération à haut rendement, avis 56.282/3 du 28 mai 2014, p. 16/22).

Le moyen est non fondé.

#### IV.2. Deuxième moyen : défaut allégué de motivation

##### A. Position des parties

19.  
Les requérants invoquent que Brugel n'a pas motivé son choix de supprimer le mécanisme de compensation qui était en vigueur précédemment, et que « la seule référence à l'égalité de traitement – notion invoquée de manière théorique sans aucune autre précision – ne suffit pas à constater que la décision attaquée repose sur des motifs suffisants, adéquats et pertinents ».

Brugel conteste.

##### B. Appréciation par la cour

20.  
La loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ne concerne que les actes juridiques unilatéraux « de portée individuelle émanant d'une autorité administrative et qui a pour but de produire des effets juridiques à l'égard d'un ou de plusieurs administrés ou d'une autre autorité administrative » (cfr article 1 de la loi). Elle ne concerne pas la Décision contestée, qui n'a pas une portée individuelle mais collective.

Les actes administratifs à portée générale et abstraite ne sont pas soumis à l'exigence de motivation formelle prévue à la loi du 29 juillet 1991 ; ils ne sont soumis à une exigence de motivation formelle que dans des cas particuliers, prévus par des législations particulières, non applicables en l'espèce (J. Salmon, J. Jaumotte, E. Thibaut, *Le Conseil d'Etat de Belgique*, volume 1, Bruylant, 2012, p. 986).

21.  
Par contre, les actes administratifs à portée générale sont soumis à une exigence de motivation matérielle. Ils doivent reposer sur des motifs de droit et de fait matériellement exacts, régulièrement qualifiés et régulièrement appréciés (C.E., 28 juin 2016, n° 235.268.- F. Belleflamme et J. Bourtembourg, « Légalité, motivation, proportionnalité, in *Les principes généraux du droit administratif*, Larcler, 2017, p. 453).

Ces motifs doivent apparaître de l'acte lui-même et du dossier administratif qui l'appuie.

Dans le projet de décision du 1<sup>er</sup> juillet 2014, que Brugel soutient avoir publié sur son site, ce qui n'est pas contesté, Brugel motive la mesure critiquée comme suit : « **Suppression du principe de la compensation**

*Dans la mesure où ils utilisent le réseau de distribution et que BRUGEL dispose de la compétence exclusive pour fixer les tarifs, dans un souci d'égalité de traitement, les installations de*

*puissances inférieures à 5 KVA ne bénéficieront plus du principe de compensation pour les coûts de distribution à partir de la mise en production du MIG 6, soit vraisemblablement le 1 janvier 2017 ».*

Cette motivation est reprise dans la Décision elle-même. Le passage précité est repris à sa page 6, tandis qu'il est ajouté, page 26 :

*4.3.6 Utilisateurs disposant d'une installation de production décentralisée*

*Lorsqu'ils font intervenir l'énergie active prélevée, les tarifs visés au point 4.3 sont fonction de l'énergie active brute prélevée de façon à inclure l'ensemble des kWh effectivement prélevés par les utilisateurs de réseau. Toutefois, pour les utilisateurs bénéficiant du principe de compensation en vertu de la réglementation applicable, la prise en compte de l'énergie active nette prélevée continuera provisoirement à s'appliquer jusqu'à la mise en service de la nouvelle chambre de compensation (clearing house) mettant en œuvre le nouveau MIG 6 (dans les 3 mois de l'entrée en vigueur) ou au plus tard le 1er janvier 2018 »* (mise en évidence ajoutée).

Ces passages font clairement apparaître les motifs de la mesure querellée (la suppression du mécanisme de compensation pour les tarifs relatifs au réseau de distribution) qui sont d'assurer l'égalité de traitement entre les consommateurs d'électricité, pour que les coûts réels des réseaux soient supportés par tous ceux qui en font usage, en fonction de cet usage, vu la nouvelle compétence régionale en la matière.

Ces motifs apparaissent exacts, pertinents et admissibles en droit, et ne révèlent par ailleurs aucune erreur manifeste d'appréciation. Pour autant que de besoin, il est encore renvoyé, quant à la régularité de ces motifs, à la décision concernant l'examen du quatrième moyen). Consulté sur le projet de Décision, le Conseil des Usagers de l'électricité et du gaz de la Région de Bruxelles-Capitales, a approuvé ces motifs dans son avis rendu le 7 août 2014, indiquant :

« Enfin, le Conseil estime normal que les coûts réels des réseaux soient supportés par tous ceux qui en font usage et ce, en adéquation avec les coûts des services qui leur sont rendus. A ce titre, le Conseil estime que la suppression de la compensation pour les installations de production d'électricité verte d'une puissance inférieure ou égale à 5K devrait s'appliquer non seulement au *grid fee* mais aussi à la *commodity* ».

Le Conseil des Usages aurait donc souhaité que la suppression de la compensation aille plus loin, en la supprimant également pour la composante énergie.

Le moyen est non fondé.

**IV.3. Troisième moyen : violation alléguée de l'arrêté du 6 mai 2004 de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la promotion de l'électricité verte et de la cogénération de qualité**

**A. Position des parties**

22.

Les requérants invoquent qu'au moment où la Décision a été adoptée, celle-ci violait l'article 26 de l'arrêté du 6 mai 2004 de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la promotion de l'électricité verte et de la cogénération de qualité, lequel prévoyait le mécanisme de la compensation pour les installations de production d'électricité verte d'une puissance inférieure ou égale à 5kW.

A titre subsidiaire, si la cour devait décider d'apprécier la légalité de la Décision au regard de l'arrêté du 17 décembre 2015, ils demandent d'écarter celui-ci (cfr *infra*, Sixième moyen).

23.

Brugel invoque l'irrecevabilité du moyen pris de la violation d'une disposition réglementaire aujourd'hui abrogée.

A titre subsidiaire, elle fait valoir qu'en tout état de cause, l'article 26 de l'arrêté précité du 6 mai 2004 ne visait la compensation que pour la composante « énergie », à l'exclusion de la composante des frais liés à l'utilisation du réseau, qui est de sa compétence.

Par ailleurs, la méthodologie adoptée dans la Décision ne supprime pas totalement la compensation : celle-ci, d'une part, continue à s'appliquer sur la composante des frais liés à l'utilisation du réseau lorsque les prosumers auto-consomment instantanément l'énergie qu'ils produisent et, d'autre part, s'applique toujours intégralement sur la composante « énergie ».

**B. Appréciation par la cour**

24.

La légalité de la Décision doit être appréciée par rapport au droit en vigueur au jour de son adoption. Il convient donc bien d'avoir égard à l'arrêté du 6 mai 2004 de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la promotion de l'électricité verte et de la cogénération de qualité.

L'article 26 de cet arrêté se lisait comme suit :

*« Le client final chez qui une installation de production d'électricité verte d'une puissance inférieure ou égale à 5 kW est installée, peut bénéficier de la compensation entre les quantités d'électricité prélevées sur le réseau de distribution et les quantités injectées sur ce réseau au point de fourniture. »*



*Si le client final choisit d'en bénéficier, les quantités injectées sur le réseau de distribution ne donnent pas droit à des " labels de garantie d'origine ".*

*La compensation se calcule, par registre de compteur, entre deux relevés d'index. Elle s'applique à la quantité d'électricité injectée au maximum à hauteur de la quantité prélevée sur ce réseau. » (mise en évidence ajoutée).*

Il découle des termes utilisés que la compensation visée à cette disposition est celle entre les quantités d'électricité prélevées sur le réseau, et les quantités injectées. Rien n'indique que cette compensation ne viserait pas seulement le prix de l'énergie, mais serait aussi à prendre en compte dans le cadre de l'application des tarifs périodiques relatifs à l'utilisation des réseaux. La cour observe aussi qu'il résulte des explications des parties à l'audience qu'en Région de Bruxelles-Capitale, contrairement à la situation qui avait cours en Wallonie, des compteurs bidirectionnels, tournant à l'envers en cas de production d'électricité, n'ont jamais été installés.

Partant, la Décision, en ce qu'elle prévoit en son point 4.3.6. que les tarifs périodiques visés au point 4.3. sont fonction de l'énergie active brute prélevée, sans compensation, n'est pas contraire à l'article 26 précité.

Le moyen est non fondé.

#### **IV.4.. Quatrième moyen : violation alléguée des principes d'égalité et de non-discrimination**

##### **A. Position des parties**

25.

Les requérants invoquent que la nouvelle méthodologie est source de deux discriminations.

26.

La première est une discrimination entre les « prosumers » et les consommateurs classiques (non producteurs) : il y a discrimination à leur appliquer la même règle alors que ces deux catégories de personnes se trouvent dans des situations essentiellement différentes. En particulier, le « prosumer » produit des énergies renouvelables, et participe de ce fait à un effort collectif dans l'intérêt général, avec pour conséquences que cette production d'énergie « verte » : 1°) réduit d'autant la production d'électricité produite par ailleurs, et 2°) augmente la totalité d'énergie verte sur la totalité de la production électrique belge, contribuant au respect des quotas en la matière.

---

<sup>6</sup> L'existence de tels compteurs en Région wallonne est repris, dans l'arrêt de la cour d'appel de Liège précité, comme un élément attestant de ce que les textes réglementaires wallons visaient une compensation totale, ce qui amène la cour à accueillir le recours en annulation contre la décision de la CWAPE.

Ces avantages tirés de la production d'électricité verte par les « prosumers » justifient le mécanisme ancien de la compensation, qui réduisait leur contribution aux frais du réseau.

A l'inverse, la nouvelle méthodologie place les « prosumers » dans la même position et les met face aux mêmes charges que les consommateurs classiques, ce qui viole les articles 10 et 11 de la Constitution et la Directive 2009/28/CE, dès lors qu'elle aboutit à la création d'un obstacle à la production d'énergie renouvelable à partir des petites installations concernées.

27.

La seconde discrimination créée est celle entre les « prosumers » et les autres producteurs d'énergie, notamment d'énergie non renouvelable. Du fait de la méthodologie attaquée, les « prosumers » se voient appliquer des tarifs d'utilisation du réseau plus importants que les gros producteurs, et notamment les producteurs d'énergie à base non renouvelable.

28.

Brugel conteste les discriminations vantées.

Elle soutient que :

- les consommateurs disposant de panneaux photovoltaïques et les autres producteurs (d'énergie non renouvelables) ne se trouvent pas dans des situations comparables ;
- les consommateurs disposant de panneaux photovoltaïques qui ne produisent pas de l'énergie au moment où ils consomment et les consommateurs ne disposant pas de panneaux photovoltaïques se trouvent dans des situations comparables ;
- la directive 2009/28/CE ne contient pas une obligation d'imposer des tarifs plus avantageux pour les consommateurs disposant de panneaux photovoltaïques.

#### B. Appréciation par la cour

29.

Il y a lieu d'examiner si la Décision pouvait traiter de la même manière les « prosumers » et les consommateurs classiques, ce qui ne serait pas le cas si ces personnes se trouvent, au regard de la mesure considérée, dans des situations qui sont essentiellement différentes et sans qu'apparaisse une justification raisonnable de ce traitement équivalent.

La mesure considérée est l'introduction dans la méthodologie de la notion d' « énergie brute prélevée » qui conduit, au point 4.3.6. de la Décision, à prévoir que, lorsqu'ils font intervenir cette notion, les tarifs sont fonction de l'énergie brute prélevée.

Lorsqu'ils prélèvent de l'énergie sur le réseau, les consommateurs « classiques » et les « prosumers » ne sont pas dans des situations essentiellement différentes. En effet, lorsque les « prosumers » prélèvent de l'énergie sur le réseau, c'est parce qu'ils ne sont pas occupés à en

produire. Leur situation, à ce moment-là, est dès lors semblable à celle des consommateurs non détenteurs de panneaux photovoltaïques.

Comme le souligne Brugel, la nouvelle méthodologie non seulement n'est pas discriminatoire mais, à l'inverse, met fin à la discrimination qui existait auparavant ; dans l'ancien système en effet, les consommateurs « classiques » étaient discriminés vis-à-vis des « prosumers » par rapport aux frais du réseau de distribution, puisque les « prosumers » ne contribuaient à ces frais qu'en raison de la quantité nette d'énergie prélevée (après compensation), alors même qu'ils avaient utilisé le réseau de distribution pour toutes les quantités brutes prélevées.

Cette discrimination avait été épinglée par la section de législation du Conseil d'Etat (*supra*, réponse au premier moyen), tandis que le Conseil des Usagers de l'électricité et du gaz en Région de Bruxelles-Capitale a approuvé sa suppression par la mesure querellée (*supra*, réponse au deuxième moyen).

30.

Les requérants n'établissent pas non plus l'existence d'une discrimination entre les « prosumers » et les autres (gros) producteurs d'énergie, notamment d'énergies renouvelables.

Aucune information n'est donnée par les requérants quant à la situation de ces autres producteurs d'énergie. Par ailleurs, la mesure critiquée ne se rapporte qu'aux tarifs liés au prélèvement d'énergie par les « prosumers ». Enfin, les « prosumers » sont des consommateurs qui disposent d'une installation de production décentralisée de moins de 5 Kw, à savoir des panneaux photovoltaïques qui ne produisent de l'énergie que de manière irrégulière et à certaines heures (en fonction de l'ensoleillement), tandis que les autres producteurs ne se trouvent pas dans une situation comparable et sont soumis à une série d'obligations spécifiques (notamment : obligation de posséder une autorisation de production, obligations techniques liées à l'injection sur le réseau, etc.) et à des frais d'injection dont sont dispensés les « prosumers ».

31.

Enfin, les requérants n'établissent pas en quoi la mesure querellée violerait la directive 2009/28/CE du 23 avril 2009 « relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les directives 2001/77/CE et 2003/30/CE ». Cette directive vise certes à promouvoir la production et l'utilisation d'énergie à partir de sources renouvelables, mais n'interdit nullement que la charge des frais du réseau de distribution soit répartie entre les utilisateurs en fonction de leurs prélèvements bruts d'énergie, sans compensation avec l'énergie injectée par les « prosumers ».

Le moyen n'est pas fondé.

IV.5. Cinquième moyen : Violation alléguée des exigences européennes de réalité des coûts, absence de fondement adéquat et justifié de la mesure, disproportion manifeste, violation des principes de bonne administration et notamment des principes selon laquelle l'autorité doit agir avec prudence et en parfaite connaissance de cause

A. Position des parties

32.

Les requérants font valoir que « la Directive 2009/28/CE notamment impose que les coûts d'utilisation du réseau facturés aux consommateurs correspondent à une réalité », et que ce principe ne serait pas respecté par la mesure querellée ; la tarification devrait aussi inclure, pour les producteurs d'énergie verte, le bénéfice que leur production engendre pour le marché et l'intérêt général, « bénéfice qui compense l'utilisation du réseau dans une mesure qui doit être déterminée et prise précisément en considération ».

En ne prenant pas en considération tous les paramètres pertinents Brugel aurait en outre pris la Décision en violation des principes de bonne administration.

Elle demande enfin d'interroger la Cour de Justice sur la compatibilité du tarif « prosumer » tel que conçu par la Décision « au regard des normes européennes et notamment de la Directive 2009/28/CE et des principes de sécurité juridique et de confiance légitime ».

33.

Brugel fait valoir que la tarification sur base du prélèvement brut respecte le principe de réalité des coûts tel qu'inscrit dans la Directive 2009/28/CE ainsi que le principe de bonne administration.

B. Appréciation par la cour

34.

Les requérants n'invoquent, à nouveau, aucune disposition précise de la Directive 2009/28/CE qui serait violée.

A son article 16, la Directive prévoit à charge des Etats membres une série d'obligations en rapport avec l'accès et la gestion des réseaux de transport et de distribution. L'article 16.3 prévoit que « le partage des coûts » « est appliqué sous la forme d'un mécanisme fondé sur des critères objectifs, transparents et non-discriminatoires tenant compte des avantages que tirent des connexions les producteurs connectés initialement ou ultérieurement ainsi que les gestionnaires du réseau », l'article 16.4. que « les Etats membres veillent à ce que l'imputation des tarifs de transport et de distribution n'engendre aucune discrimination à l'égard de l'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables », et l'article 16.8 que « les Etats membres

*veillent à ce que les tarifs imputés par les gestionnaires (...) pour le transport et la distribution de l'électricité provenant d'énergie renouvelable tiennent compte des réductions de coûts réalisables grâce au raccordement de l'installation au réseau. Ces réductions de coût peuvent découler de l'utilisation directe du réseau basse tension ».*

Aucune de ces dispositions, ni aucune autre disposition de la Directive, n'interdit que le partage des coûts du réseau de distribution se fasse sur la base des prélèvements bruts opérés sur le réseau, à savoir les prélèvements réellement opérés sur les réseaux par l'ensemble des consommateurs, en ce compris les « prosumers ». La question préjudicielle sollicitée par les requérants n'est dès lors pas pertinente.

De même, ce type de partage, qui correspond à un partage des coûts entre les utilisateurs en fonction des quantités prélevées, ne peut être considéré comme illégal car contraire à une obligation de développement des énergies renouvelables. Le développement des énergies renouvelable est un objectif qui peut être atteint par différentes mesures, parmi lesquelles le législateur opère des choix en opportunité.

35.

Il s'ensuit que la nouvelle règle adoptée par Brugel dans la Décision ne procède pas non plus d'un manquement par celle-ci à une obligation de prudence ou de bonne administration.

• Le moyen est non fondé.

#### IV.6. Sixième moyen : violation alléguée des principes de sécurité juridique et de confiance légitime et de la hiérarchie de normes

##### A. Position des parties

36.

Les requérants invoquent que la suppression de la compensation sur les tarifs d'utilisation du réseau, consacrée par l'acte attaqué, porte atteinte à la confiance légitime des « prosumers » et donc à la sécurité juridique.

Ils font valoir que le principe de la compensation a été annoncé comme l'un des incitants à l'investissement que les « prosumers » ont réalisé en acquérant leur installation de panneaux photovoltaïques, avec pour conséquence que Brugel ne pourrait plus revenir sur ce qui constituerait pour ceux-ci un droit acquis.

Pour eux, la mesure querellée est aussi tout à fait disproportionnée à l'objectif poursuivi, tandis qu'ils réfutent l'objectif de mettre fin à une inégalité qu'ils estiment inexistante, les

« prosumers » et les consommateurs qui n'ont pas cette qualité n'étant pas dans des situations comparables (cfr supra).

Si par ailleurs la cour devait considérer que la rupture de la confiance légitime et de la sécurité juridique trouve également sa source dans l'arrêté du 17 décembre 2015 du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, ils demandent à la cour d'écarter cet arrêté, sur la base de l'article 159 de la Constitution, pour les raisons développées ci-avant.

37.

Brugel fait valoir que la Décision, adoptée dans l'intérêt général, ne porte pas atteinte aux principes de confiance légitime, de sécurité juridique et de hiérarchie des normes.

#### B. Appréciation par la cour

38.

Le principe du droit à la confiance légitime et de la sécurité juridique contraint l'administration « à ne pas tromper la confiance que l'administré a pu lui faire ou, à tout le moins, à s'expliquer sur les motifs de ne pas suivre la voie précédemment tracée » (J. Salmon, J. Jaumotte et E. Thibaut, *Le Conseil d'Etat de Belgique*, Bruxelles, Bruylant, 2012, p. 858, n° 388. Cfr aussi l'étude récente de R. Simar et P. Abba, « Sécurité juridique, légitime confiance, patere legem quam ipse fecisti. Transparence administrative ou principes transparents ? », in *Les principes généraux de droit administratif, actualités et applications pratiques*, Larcier, 2017, p. 92 et s.).

Il implique que l'autorité administrative doit s'abstenir de mettre inutilement en péril la confiance que l'administré doit pouvoir avoir en elle ; celui-ci doit pouvoir se fier à une ligne de conduite fixe de l'autorité (Cass. 11 février 2011, *Pas.* 2011, liv. 2, 490). Dans son arrêt du 11 février 2011, la Cour de cassation indique en particulier que :

*« Le principe général de bonne administration comprend le droit à la sécurité juridique. Le droit à la sécurité juridique implique que le citoyen doit pouvoir compter sur ce qu'il ne peut interpréter autrement que comme une règle de conduite ou politique fixe de l'autorité publique. Il s'ensuit que les attentes que crée l'autorité publique auprès du citoyen doivent, en règle, être honorées. Les attentes du citoyen ne peuvent, toutefois, pas être fondées sur une pratique illégale.*

*Le juge du fond apprécie souverainement s'il existe une ligne de conduite fixe, à condition qu'il ne méconnaisse pas la notion de ligne de conduite fixe. »*

Le principe n'implique cependant :

- ni que l'administré puisse invoquer la non-application de la norme ou la violation de celle-ci par l'administration pour l'empêcher d'appliquer la norme à son encontre (le principe de légalité primant le principe de sécurité juridique, cfr Cass. 6 novembre 2000, *Pas.*, 2000, n° 598, avec les concl. prem. av. gén. J. Fr. Leclercq) ;

- ni que l'administré puisse invoquer un droit acquis à ce que la norme ne soit pas modifiée puisque, en vertu de la loi du changement, l'administration peut toujours adopter un nouveau règlement ou modifier un règlement, pour tenir compte des circonstances changeantes de l'intérêt général (cfr sur ce principe l'étude récente de B. Gors, « Du changement à la mutabilité, en passant par l'adaptation continue : retour sur une loi particulière du service public dominant l'action administrative en général », in *Les principes généraux de droit administratif, actualités et applications pratiques*, Larcier, 2017, p. 92 et s.).

39.

Contrairement à ce que soutiennent les requérants, Brugel n'a pas purement et simplement supprimé le principe de la compensation. Celui-ci s'applique toujours concernant le prix que les « prosumers » paient pour l'énergie consommée : ce prix s'applique à l'énergie nette prélevée.

Brugel n'a fait que mettre un terme à la situation en vertu de laquelle le tarif des frais du réseau de distribution n'était appliqué que sur la consommation nette, et non sur la consommation brute d'énergie. Le nouveau système est fonction pour tous les utilisateurs de la quantité d'énergie réellement prélevée, et met ainsi un terme à la discrimination qui existait à l'égard des consommateurs « classiques ».

En ce que la Décision met fin à une discrimination, et dès lors à une illégalité, elle ne saurait être considérée comme contraire au principe de sécurité juridique (cfr supra).

De surcroît, les « prosumers » n'avaient pas de droit acquis à conserver cette faveur en ce qui concerne le tarif des frais du réseau de distribution. Brugel démontre qu'en raison des circonstances changeantes de l'intérêt général et du succès du développement des panneaux photovoltaïques, le système devenait trop favorable pour les « prosumers », alors même que l'électricité renouvelable qu'ils produisent l'est de manière irrégulière et le plus souvent à des heures de la journée où la demande en énergie est plus faible. Il est donc normal et équitable de les faire participer aux frais de réseau en fonction de l'usage qu'ils font de ce réseau lors de leurs prélèvements d'énergie sur celui-ci, soit à des moments où ils ne produisent pas d'énergie, ou bien consomment plus d'énergie qu'ils n'en produisent.

IV.7. Septième moyen : violation de la répartition des compétences entre le régulateur et les pouvoirs législatifs et exécutifs bruxellois, violation de l'article 35.4 de la Directive 2009/72/CE et délégation excessive

A. Position des parties

40.

Les requérants soutiennent que, en adoptant l'article 34, al. 2 de l'arrêté du 17 décembre 2015 du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale – en vertu duquel « *en ce qui concerne la partie relative au tarif de réseau de distribution de l'électricité, les mesures de comptable et de facturation se réfèrent à la méthodologie tarifaire fixée par Brugel* » –, le gouvernement bruxellois aurait délégué sa compétence de choix de politique et environnementale à Brugel.

Ils reconnaissent que Brugel a été investie de la compétence tarifaire, mais considèrent que celle-ci ne peut autoriser Brugel à ne pas respecter le cadre législatif et réglementaire relatif à la politique énergétique.

Pour cette raison, ils demandent à la cour d'écarter l'arrêté précité du 17 décembre 2015 « notamment en son article 34, par application de l'article 159 de la Constitution ».

41.

Brugel soulève l'irrecevabilité de ce septième moyen, en ce que celui-ci ne vise pas l'acte attaqué – la Décision – mais l'arrêté précité du 17 décembre 2015. A titre subsidiaire elle conclut à son non fondement.

B. Appréciation par la cour

42.

Il a été jugé ci-avant concernant le troisième moyen qu'en adoptant la Décision, Brugel n'a pas violé le cadre légal applicable à l'époque (arrêté du 6 mai 2004 du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale).

La circonstance que le gouvernement se soit référé, dans son arrêté ultérieur du 17 décembre 2015 relatif à la promotion de l'électricité verte, à la méthodologie tarifaire fixée par Brugel concernant la partie relative au tarif de réseau de distribution de l'électricité, les mesures de comptage et de facturation (cfr article 34, al. 2 de l'arrêté), ne constitue pas une délégation du gouvernement à Brugel.

Les autres considérations du moyen, selon lesquelles la Décision serait contraire au cadre législatif existant, en ce compris européen, ont déjà été écartées à l'occasion de l'examen des autres moyens. Le moyen n'est pas fondé.



**V. LES DÉPENS**

43.

Conformément à l'article 1017, alinéa 1, du Code judiciaire, les requérants, qui succombent dans leur recours, sont condamnés aux dépens, liquidés par Brugel à 1.440 € (indemnité de procédure pour une affaire non-évaluable en argent).

**PAR CES MOTIFS,  
LA COUR,**

Vu les dispositions de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire,

Statuant contradictoirement,

Reçoit le recours mais le dit non fondé,

Condamne l'asbl Touche Pas à mes Certificats Verts, Monsieur ~~X~~ et Monsieur  
Y : aux dépens d'appel, liquidés dans le chef de Brugel à 1.440 €.

\*\*\*\*\*

Ainsi jugé et prononcé à l'audience civile publique de la 18ème chambre F de la cour d'appel de Bruxelles, le 25 janvier 2018,

Où siégeaient et étaient présentes :

- Mme E
- Mme F
- Mme G
- Mme H

Conseiller, président ff.,  
Conseiller,  
Conseiller,  
Greffier.

Madame H.

Madame F.

Madame C.

Madame E.

